

# TD 2 : Réflexions sur le français en Algérie

---

## Sommaire

Introduction : .....	2
Consigne : .....	2
Premier extrait : La langue française en Algérie.....	2
Deuxième extrait : Le français en Algérie... un cas bien particulier !.....	3
Les uns contre les autres : .....	4
Opinions... plutôt divergentes .....	6
La place du français dans la culture algérienne.....	6
Et l'école ? .....	8
Références de ces articles : .....	10

## **Introduction :**

Ce TD est composé de deux extraits de deux articles à lire et discuter.

## **Consigne :**

Résumez les deux extraits.

## **Premier extrait : La langue française en Algérie**

Les réflexions sur la langue arabe et la langue française occupent une place importante dans les recherches sociolinguistiques et didactiques algériennes. Ces deux langues se réfèrent à deux identités opposées. La première est arabe et l'autre occidentale. S'interroger sur la place et le maintien du français dans la société algérienne, nous dévoile une suspicion de menace de la langue d'origine, l'arabe et un désir de s'accrocher à la modernité et la civilisation. Ce qui est clair, c'est que : langue, identité, culture, idéologie et politique s'imposent dans cette question.

Selon Gilbert Granguillaume, la langue française au Maghreb, et particulièrement en Algérie, est « *présente non seulement comme résidu de la domination coloniale, mais comme ouverture à un monde différent qui est le monde de la modernité et de la technique* ». Le français est donc un intermédiaire entre l'Algérie et le monde moderne.

Quant à SEBAA Rabeh, il affirme que : « *La réalité empirique indique que la langue française occupe en Algérie une situation sans conteste, unique au monde. Sans être la langue officielle, elle véhicule l'officialité, sans être la langue d'enseignement, elle reste une langue de transmission du savoir, sans être la langue d'identité, elle continue à façonner de différentes manières et par plusieurs canaux, l'imaginaire collectif. Il est de notoriété publique que l'essentiel du travail dans les structures d'administration et de gestion centrale ou locale, s'effectue en langue française.* »

Une homogénéisation du statut du français dans tout le territoire algérien n'est qu'une contrainte dictée par le besoin de généralisation théorique des linguistes. Car la réalité empirique montre bien que la présence du français dans la vie du citoyen est conditionnée par des critères divers dont les critères géographiques. Dans ce sens, le français, et pour des raisons souvent historiques, est présent dans les parlers des algériens avec des degrés divers qui diffèrent en fonction de critères divers comme Ville/Campagne, Nord/Sud, Est/Ouest, Citadin/Nomade, etc. Sa présence dans les parlers des algériens prend la forme d'un continuum sociolinguistique dont les deux extrêmes sont d'une part, les grandes villes

centrées au nord algérien où le français est presque omniprésent, d'autre part, les petits villages, les campagnes et les régions sahariennes où le français est presque absent.

En effet, une longue période de colonisation ne va pas sans laisser une langue porteuse d'un rudiment culturel occidental que le peuple algérien colonisé a partagé et partage encore notamment dans les régions du nord. Ces dernières ont connu depuis les premières années de la colonisation toute une vague de population européenne, qui s'est appropriée les terres et a construit des colonies, des administrations, des établissements publics, même des églises et des écoles. Ce qui fait que les tentatives d'acculturation et d'évangélisation menées par le colonisateur se sont concentrées sur les régions du nord qui regroupent les grandes villes d'envergure économique et sociale, et réunissent la bonne part de la société algérienne. Le français s'est imposé dès lors dans ces régions comme héritage colonial, un butin de guerre, dont on peut se servir. Il est entré même en concurrence avec l'arabe algérien, voire dans les milieux familiaux dont la langue maternelle est marquée par des empreintes lexicales et même syntaxiques françaises. Et avec l'arabe standard dans les administrations. Dans cette optique, le statut du Français est ambigu. Il est une langue étrangère uniquement dans le sens où il vient d'ailleurs.

Cependant, on ne peut pas nier l'existence du français dans la vie quotidienne du citoyen au sud algérien. Sa présence modeste est indéniable. Historiquement, l'individu du sud algérien n'a connu le français que comme langue de colonisateur qu'il n'a pas « fréquenté », qu'il n'a connu que comme ennemi étranger. De son côté, le colonisateur n'a considéré le sud algérien que comme région militaire difficile à maîtriser pour des raisons diverses. Sa population était un peuple nomade qui vivait loin des administrations, des écoles et de la vie citadine que le colonisateur a instaurée.

**D'après Djedai Abdelmalek, Le statut du français en Algérie : Hétérogénéité, retombées et défis didactiques, Ex professo n°2 (11/2018).**

### **Deuxième extrait : Le français en Algérie... un cas bien particulier !**

L'Algérie, non membre de l'Organisation internationale de la Francophonie, constitue la seconde communauté francophone au monde, avec environ 16 millions de locuteurs : un Algérien sur deux parle français (Rapport de l'OIF, Le Français dans le monde, 2006-2007). Selon les résultats d'un sondage effectué pour le compte de la revue Le Point (article du 03/11/2000, n° 1468, étude réalisée par l'institut de sondages privé algérien Abassa), l'Algérie est, en dehors de la France, le premier pays francophone au monde, avec plus de 14 millions, d'individus de 16 ans et plus, qui pratiquent le français, soit 60 % de la population. Cette enquête fait ressortir le fait que beaucoup d'Algériens, sans rejeter leur arabité, estiment que le français leur est nécessaire dans leur relation avec le monde. Historiquement

parlant, les 132 années de l'occupation française ont laissé leur empreinte sur des générations entières d'Algériens notamment par l'enseignement, même si l'élite algérienne était quasiment inexistante à l'époque coloniale. Le boom linguistique s'est produit après l'indépendance en 1962, avec l'instauration de l'école obligatoire pour tous. Cette dernière a tenu un rôle primordial dans l'enseignement des langues, français y compris. A cette époque, l'Algérie fonctionnait en français : enseignement, administration, environnement, secteur économique. Du fait du développement et la propagation de l'enseignement. La langue française est devenue plus présente sur la scène linguistique algérienne. Même si de nos jours, avec les impératifs d'une politique d'arabisation, le français n'est enseigné que comme langue étrangère, il reste paradoxalement très présent dans le système scolaire, surtout universitaire ; actuellement, hormis les sciences humaines qui sont arabisées, l'enseignement universitaire est toujours francisé : les sciences médicales et les sciences de l'ingénieur sont encore francisées, ainsi que quasiment toutes les branches au niveau de la post-graduation. Une grande partie des médias est en langue française (radio, quotidiens, hebdomadaires, etc.), la moitié de la presse algérienne, par exemple, paraît encore en français, et connaît même un tirage bien plus important que la presse arabophone. Un foyer sur deux, par le biais de la parabole, regarde des chaînes françaises, ce qui favorise la présence d'un bain linguistique au sein des domiciles algériens. La proximité géographique qui favorise le déplacement des Algériens vers la France, destination recensée comme le premier pays visité par les Algériens, que ce soit pour études, visites familiales ou tourisme. Socialement, la langue française est perçue comme étant une langue de prestige, qui assure à la culture correspondante une image valorisée.

### **Les uns contre les autres :**

Mais, la situation sociolinguistique du français en Algérie connaît aussi une situation conflictuelle qui, selon A. Dourari, (2003) :

*« Se manifeste socialement sous la forme d'une lutte sourde, parfois très tumultueuse, entre arabisants et francisants à tous les niveaux de la hiérarchie sociale et administrative. Sous l'apparence d'une guerre linguistique se profile une lutte des élites pour sauvegarder ou améliorer leur statut dans l'administration et pour le contrôle du pouvoir. [...] La langue n'est plus perçue comme moyen de communication remplissant, entre autres choses, une fonction sociale déterminée. Elle est devenue un critère d'appartenance idéologique. »*

Cette situation existe depuis la naissance de l'Etat algérien indépendant, le bilinguisme scolaire français-arabe pratiqué dans les premières années de l'indépendance, accordait, de par le fait que tout le système fonctionnait en français, beaucoup de privilèges à l'élite francisante qui a dû faire face à une autre classe composée essentiellement d'arabisants. La lutte qui opposait ces deux classes sociales a pour fin - l'élimination ou la survie de la langue française.

« Dans les clans dirigeants, on trouve, d'un côté, des groupes viscéralement anti-français qui revendiquent l'arabisation-islamisation, l'éradication du français et son remplacement par l'anglais. De l'autre, se trouve une frange qui a pris la langue de Molière comme modèle pour « moderniser » l'arabe coranique : une sorte d'« arabisation-traduction » qui consiste à exprimer en arabe les données linguistiques et culturelles acquises au contact de la culture française » (Grandguillaume, 1983 : 31)

« Les enjeux en étaient idéologiques, mais aussi économiques : il s'agissait pour les arabisants de prendre les places occupées par les francisants, au besoin en créant chez eux une mauvaise conscience fondée sur le lien langue française – France – colonisateur. Ainsi cette politique s'est imposée dans un climat d'hypocrisie sociale (la langue française demeurant la langue de la réussite réservée à l'élite), et a conduit à une faillite du système d'enseignement, constatée tant par les personnalités politiques (présidents Boudiaf, Bouteflika), que par des commissions de réforme de l'enseignement (révélant par exemple le taux important d'échecs à l'examen du baccalauréat). » (Grandguillaume, La francophonie en Algérie)

Chaque groupe va essayer de valoriser sa langue et dévaloriser la langue de l'autre. Cette lutte est très présente sur la scène politique algérienne. D'une part, il y a les tenants de la position pour la langue arabe, cette dernière a été utilisée par le régime en place qui recherchait une légitimité en faisant référence à l'Islam et à sa langue. A travers leurs discours, la langue arabe est présentée comme la langue de l'identité, de la tradition et de l'authenticité. Dans le 2ème article de la loi No 05-91 datée du 16 janvier 1991, portant sur la généralisation de l'utilisation de la langue arabe, cette langue y est présentée comme une composante de la personnalité nationale authentique et une constante de la nation. Les positions des arabisants vont s'exprimer par le rejet de la langue française qu'ils associent à la colonisation, car « Dans les conjonctures plurilingues issues de la colonisation, le ressentiment collectif, plus ou moins vif, contre la puissance coloniale, tend à se traduire par le rejet prématuré de la langue de la colonisation. » Pour eux, la langue française représente, principalement, une menace identitaire et veulent se rapprocher de leur « culture d'origine ». D'autre part, il ya les partisans de la langue française, pour qui cette langue est comparable à ce que l'écrivain algérien Kateb Yacine appelle dans sa célèbre formule "un butin de guerre" : il faut tirer profit de cette langue internationale afin de s'ouvrir sur le monde. Pour eux, « La langue de la colonisation reste en effet, pour les générations prochaines, la seule voie d'accès à la communication internationale et à la civilisation moderne, et par le fait même, elle est particulièrement apte à féconder, du point de vue linguistique et culturel, les langues autochtones elles-mêmes. Il est clair que, à son tour, elle recevra, dans un tel contexte, des déterminations linguistiques et culturelles nouvelles propres à l'enrichir. » (Abou, 1995 : 12)

## Opinions... plutôt divergentes

Dans ce qui va suivre, nous allons essayer de présenter les positions des uns et des autres, et ce dans le but de se faire, du moins sommairement, une idée des conflits existants

## La place du français dans la culture algérienne

Dans son article « Ces intellectuels qu'on assassine », L. Addi, nous offre une image des intellectuels algériens : d'un côté, les arabophones, culturellement, plus proches du peuple, poursuivent l'utopie de faire revivre l'héritage culturel précolonial. De l'autre, les francisants éloignés du peuple et de leur identité véritable, doivent, selon lui, leur soi-disant impopularité à une double cause : primo, ils sont perçus comme entretant un rapport idéologique à l'Etat dont le discours a été celui de la modernité occidentale ; secundo, la forme sécularisée de leur discours les désigne aux yeux du peuple comme tournant le dos à la religion. La plupart des arguments des arabisants tournent autour du facteur religieux : pour un des porte-paroles de ce groupe, Tahar Ouattar, écrivain de langue arabe : « Les gens ne prient pas en français. Ils ne jeûnent pas en français. La langue française n'est pas la langue de la culture algérienne. C'est un outil de travail dont on pourrait se passer » (Tounsi, 1997 : 106). Le discours de certains dirigeants, partisans de l'arabisation-islamisation, attaque à la langue française en la considérant comme langue du colonisateur : « Pour les partisans de l'arabo-islamisme, les francophones sont les « alliés objectifs » du (néo)-colonialisme. Ce complexe de culpabilité deviendra un « complexe de trahison » qui sera un thème récurrent du discours officiel ou de celui des associations militantes liées au pouvoir [...] Pour contrer ceux qui revendiquent le bilinguisme, la pluralité et s'opposent à l'utilisation de l'arabe sacré comme instrument d'arabisation-islamisation de la société, on brandit la notion de **hizb frança** (« parti de la France ») pour en faire la cible toute désignée. » (Benrabah, 1999 : 246) Cette notion de **hizb frança** véhicule l'idée que tout francisant/bilingue n'a de loyauté qu'envers la France (l'occident) et qu'il est loin de l'identité algérienne (arabo-musulmane). « A cela vient s'ajouter, aussi bien la célèbre phrase d'un ex-premier ministre qui traitait l'élite francisante de : "laïco-assimilationniste", que l'attitude déclarée du célèbre écrivain en langue arabe Tahar Ouattar qui demandait de retirer leur nationalité aux écrivains algériens de langue française.» (Dourari, 2003 : 12) Tahar Ouattar fait l'éloge de la littérature algérienne d'expression arabe en la présentant comme l'emblème et le véritable porte-parole de la révolution : « C'est nous arabophones, qui leur (francophones) avons appris avec notre littérature, avec l'As [un roman] notamment, comment s'est faite la révolution. Nous leur avons enseigné l'histoire, l'authentique histoire » Parmi les griefs portés contre les francisants, la presse francophone a eu la part de lion ; en effet, dans l'espace médiatique, elle connaît une distribution bien plus importante que la presse arabophone, ce qui lui vaut les foudres d'un ministre : « Cette presse est française dans le fond et dans la forme [et] n'a

rien à voir avec le peuple algérien sauf le fait qu'elle se trouve sur le territoire algérien [...] les journaux qui utilisent la langue du colonialisme destructeur sont à l'origine de tous les maux et les malheurs qui secouent le pays [...] cette presse est derrière l'échec des précédentes expériences d'arabisation » (Benrabah, 1999 : 251)<sup>1</sup>

Dans les années 1990, la langue française et ses utilisateurs ont été l'objet des différentes attaques ; des interdictions ont été proférées par certains groupes extrémistes qui qualifient les francisants de « faux musulmans » « Pour la majorité des Algériens qui ne parlent que l'arabe ou le berbère, l'usage du français apparaît en fait comme le privilège des héritiers de l'époque et de la société coloniales. Ce point de vue a été propagé et orchestré par les islamistes, qui dénoncent comme de faux musulmans les Algériens qui parlent le français et qui entendent maintenir des relations avec la France. Ils constituent, disent leurs adversaires, un « parti de la France » (hezb frança) qui maintiendrait l'Algérie dans une situation de dépendance coloniale. » (Lacoste, 2007) « Parmi les attaques contre l'usage du français on signalera particulièrement l'interdiction totale de la langue française dans toute la wilaya de Blida proféré le 21 septembre 1994 par un groupe islamiste » (Tounsi, 1997 : 106) L. Tounsi rapporte les dires d'un journaliste algérois (L'Hebdo Libéré) qui décrit ainsi la situation sociolinguistique du français : «Un climat de psychose était créé autour de la langue de Molière tendant à présenter comme acte de haute trahison ou pour le moins, flagrant manque de patriotisme, le fait de s'exprimer en français» Généralement pour les tenants de cette position, la francophonie n'est pas simplement une conception culturelle à laquelle on oppose la langue arabe, en tant qu'instrument de culture et de science. La francophonie est une conception "civilisationnelle", qu'ils opposent directement à l'Islam. Par contre les francisants présentent le français comme faisant partie de la culture algérienne, ils considèrent cette langue comme étant celle de l'ouverture sur le monde et de la modernité ; certains auteurs algériens d'expression française ont longtemps défendu la langue de Molière, « Parmi les écrivains qui ont témoigné sur le colonialisme [...] Kateb Yacine, Mouloud Mammeri et Mohamed Dib ont continué à créer en français et dans les langues « maternelles » pour les deux premiers. Tel le figuier banyan, le français s'est enraciné en Algérie.» (Benrabah, 1999 : 182) Mohamed Dib, auteur algérien d'expression française, présente la langue française comme le résultat « fécond » d'un contact interculturel : « La langue française est à eux, elle leur appartient. Qu'importe, nous en avons chipé notre part et ils ne pourront plus nous l'enlever [...] Et si, parce que nous en mangeons aussi, de ce gâteau, nous lui apportions quelque chose de plus, lui donnions au autre goût ? Un goût qu'ils ne lui connaissent pas » (Dib, 1993 : 30) Kateb Yacine, autre auteur d'expression française, trouve que : « C'est en français que nous proclamons notre appartenance à la communauté algérienne [...] On ne se sert pas en vain d'une langue et d'une culture universelle pour humilier un peuple dans son âme. Tôt ou tard, le peuple s'empare de cette langue, de cette culture et il en fait les armes à longue portée de sa libération » (Benrabah,

---

<sup>1</sup> Voir El Wattan du 16 avril 1992

1999 : 66) Et l'écrivain déclare à un journaliste de télévision : « La langue française [...] fait partie maintenant l'histoire de notre pays. Elle a façonné elle aussi notre âme » (Benrabah, 1999 : 254) Les tenants de cette position estiment que la langue française est un moyen pour accéder à la modernité, ils rejoignent, ici, le point de vue de E. Gelner, spécialiste de la situation du Maghreb, pour qui, la France a eu un rôle déterminant dans l'introduction de l'ère de la modernité, « L'agent de modernité en Afrique du Nord était à l'origine la France. Je pense que l'impact de la culture française en Afrique du Nord est profond et permanent. Dans son cœur, le Nord-africain sait non seulement que Dieu parle arabe, mais que la modernité parle aussi français » (Benrabah, 1999 : 267)

### Et l'école ?

L'histoire des réformes éducatives qu'a connues l'Algérie, comporte une série de tentatives qui visaient à l'élimination de la langue française (la loi No 05-91 datée du 16 janvier 1991), ou au remplacement de cette langue par l'anglais. Cette dernière tentative traduit la volonté de certains partis politiques islamistes qui désiraient, eux aussi, éliminer le français de la scène linguistique, car il représente pour eux une menace contre l'identité religieuse des Algériens. Les années 1980, en Algérie, ont connu les premières classes d'enseignement complètement arabisées, la politique d'arabisation peut être entendue comme la manifestation d'une volonté de remplacer un usage linguistique par un autre. Sur un plan socioculturel, il s'agit en fait de substituer à l'usage d'une langue, en l'occurrence le français, l'apprentissage d'une autre langue : la langue arabe conventionnelle. Mais une faillite du système d'enseignement, a été constatée tant par les personnalités politiques (présidents Boudiaf, Bouteflika), que par des commissions de réforme de l'enseignement (rélevant par exemple le taux important d'échecs à l'examen du baccalauréat) Certains sociolinguistes pensent qu'au lieu de consolider le statut de la langue arabe classique dans la société algérienne, l'arabisation a, paradoxalement, conforté celui du français. « *En effet, l'échec de cette entreprise de ré-expressionnalisation du système scolaire s'est en effet révélé profitable à la consolidation sociale et culturelle de la langue française, mais préjudiciable au système éducatif algérien et à travers lui, à la société toute entière. Cette première expérience qui était plus une pâle "orientalisation" qu'une véritable arabisation du système éducatif, s'est avérée incapable de répondre à une attente linguistique solidement ancrée dans une exigence de modernité, d'une part, et de satisfaire une demande sociale d'expression de substitution, sous forme de remplacement de l'usage de la langue française par l'usage d'une langue arabe algérienne évoluée, d'autre part.* » (Sebaa, La langue et la culture française dans le plurilinguisme en Algérie) De plus, cette politique d'arabisation s'est trouvée discréditée à partir des années 80 par le lien qu'elle a entretenu avec le mouvement islamiste qui a utilisé les enseignants arabisants pour sa propagation. Elle l'a été enfin par le fait que ses promoteurs se sont opposés non seulement à la langue française, mais aussi aux langues parlées, arabes et berbères, ce qui a engendré, de la part des Kabyles principalement,



une opposition déterminée à cette politique. « *Les intégristes algériens, quant à eux, se sont approprié l'arabe classique comme langue de prédilection. Car l'arabe classique, comme le français, est une langue reconnue, faisant loi sur les marchés linguistiques. Il est considéré comme le support de l'héritage arabo-musulman, en plus du fait d'être la langue du Coran. Se l'approprier, c'est renforcer linguistiquement sa légitimité religieuse, c'est-à-dire divine* » (Kebir, 1998 : 66) « *En Algérie, ce sont surtout ceux que l'on appelle les « arabisants » monolingues qui nient aux Algériens bilingues le droit d'exister. Dans leur tentative d'être les seuls dépositaires de la culture « nationale », ils ont en quelque sorte montré le chemin aux illuminés qui entament en 1993 l'élimination physique des intellectuels.* » (Benrabah, 1999 : 131)

Plusieurs spécialistes algériens pensent que l'arabisation véhicule une certaine forme de xénophobie, M. Terenifi (op. cit.), pense qu'une « révision des manuels de l'Histoire s'avère salutaire, eu regard aux dimensions antipédagogiques que recèlent symboliquement certaines illustrations datant de l'époque coloniale (manuels d'histoire du primaire qui montrent des scènes de torture plutôt choquantes) et suscitant la haine et la répugnance des apprenants à l'égard des langues étrangères en général et du français en particulier. Interrogeons-nous sur l'opportunité, l'utilité et la valeur pédagogique – si valeur il y a - dans le fait d'exposer des apprenants innocents à des images à la limite de l'horreur. [...] Par ailleurs, une enquête nous a permis de nous rendre compte, à notre grande stupéfaction, que les apprenants, et pas des moindres, puisqu'ils sont très brillants, demeurent réticents quant à l'apprentissage du français : les causes qu'ils invoquent ont trait à la dimension historique qui fait du français une langue du colonisateur. Telles sont manifestement les retombées d'une conception absurde de l'enseignement de l'Histoire dans l'école algérienne. » « Les contenus des manuels prônent l'enfermement et inculquent aux enfants la méfiance et l'intolérance vis-à-vis de tous ceux qui ne sont pas musulmans. Cette « xénophobie culturelle » devient le prélude à l'éradication de tout ce qui est dissemblable. » (Benrabah, 1999 : 163) Représentant de l'autre camp, R. Boudjedra, auteur algérien, qui a commencé par écrire en français, puis s'est détourné de cette langue pour écrire en arabe, pense que c'est la francophonie qui est responsable de la faillite de la politique de l'arabisation car « elle frappe d'interdit la langue arabe, la condamne à mort, la cloue au pilori de l'archaïsme démodé, hors-jeu, iconoclaste » (Boudjedra, 1992/1994 : 28) Ainsi, les uns et autres véhiculent des représentations de soi et de l'autre. Etre francophone bilingue en Algérie implique le fait d'être catégorisé comme appartenant à une certaine classe linguistique voire idéologique.

**D'après Samira Boubakour, ÉTUDIER LE FRANÇAIS... QUELLE HISTOIRE !, Le français en afrique : revue du réseau des observateurs du français contemporain en Afrique (n°23/2008)**

## Références de ces articles :

ABOU, S., (1995). L'identité culturelle, Paris, Anthropos.

ADDI, L., « Ces intellectuels qu'on assassine », Esprit, janvier 1995.

BOUBAKOUR, S, ÉTUDIER LE FRANÇAIS... QUELLE HISTOIRE !, Le français en Afrique : revue du réseau des observateurs du français contemporain en Afrique (n°23/2008)

BOUDJEDRA, R., (1992/1994), Le FIS de la haine, Paris, Editions Denoël

BENRABAH, M., (1999), Langue et pouvoir en Algérie, Paris, Editions Segulier. DIB, M. (1993), « Ecrivains : écrits vains », Ruptures, N°6, 16 au 22 février 1993.

DJEDIAI A, Le statut du français en Algérie : Hétérogénéité, retombées et défis didactiques, Ex professo n°2 (11/2018).

DOURARI, A., (2003), Les malaises de la société algérienne : Crise de langues et crise d'identité, Alger, Casbah

GRANDGUILLAUME, G., (1983), Arabisation et politique au Maghreb, Paris, Maisonneuve & Larose. GRANDGUILLAUME, G., La Francophonie en Algérie, [http://grandguillaume.free.fr/ar\\_ar/hermes.htm](http://grandguillaume.free.fr/ar_ar/hermes.htm) KEBIR, N., « A propos du discours intégriste », Mots, 1998, volume 57, Numéro 1.

SEBAA, R. (1996), L'arabisation dans les sciences sociales, Paris, L'Harmattan. SEBAA, R., Culture et plurilinguisme en Algérie, <http://www.inst.at/trans/13Nr/sebaa13.htm>

SEBAA, R., La langue et la culture française dans le plurilinguisme en Algérie, [http://www.initiatives.refer.org/\\_notes/sess603.htm](http://www.initiatives.refer.org/_notes/sess603.htm)

TEHAMI, A., « La langue est-elle un fondement de souveraineté ou un instrument de communication pour le progrès et la science? » Le Quotidien d'Oran, 27/11/2002.

TIRENIFI, M. E., B., « Les impératifs d'une refonte de l'école algérienne », Le Quotidien d'Oran, 03/10/2002. TOUNSI, L., « Aspects du parler jeunes en Algérien », Langue française, 1997, 114, 1.